Proposition de communication pour la session spéciale « La transition agroécologique en pratique » Journées de la Recherche en Sciences Sociales Lyon, 14 et 15 décembre 2017

Dynamiques paysannes et citoyennes de transitions agroécologiques entre local et global : le cas des nouveaux circuits alimentaires de proximité en Équateur¹.

Claire Heinisch (ISARA-Lyon) - cheinisch@isara.fr

RÉSUMÉ

S'il existe dans les Andes une dualité spatiale et socio-économique entre la petite agriculture paysanne et l'agriculture capitaliste, les pays andins constituent l'un des pôles de la « révolution agroécologique » latino-américaine, l'agriculture paysanne constituant une proposition d'alternative agroécologique à la grande agriculture industrielle. En Équateur en particulier, une des manifestations de cette révolution agroécologique est l'émergence de nouveaux circuits alimentaires de proximité (CIALP) via des dynamiques socio-spatiales inédites associant des paysans et une diversité d'autres acteurs. Dans un contexte national qui connaît depuis une décennie des changements socio-politiques inédits, ces CIALP s'inscrivent dans la revendication et la défense de la souveraineté alimentaire, de l'économie solidaire et d'une alimentation de qualité, dans une perspective à la fois globale, située et multi-échelle de la transition agroécologique. À partir d'études de cas dans la province de Chimborazo, dans les Andes centrales équatoriennes, nous mettons en évidence deux grandes dynamiques de transition « agroécologique » et de reconnaissance des paysanneries historiquement marginalisées : une alternative « radicale », fondée sur l'agroécologie paysanne et les circuits courts, portée par les mouvements sociaux citoyens et paysans, au travers de micro-initiatives locales et de réseaux militants nationaux, et une alternative « pragmatique », fondée sur la petite moyenne agriculture et les circuits de proximité, portée par les pouvoirs publics, en collaboration avec divers acteurs locaux, qui reprennent et s'inspirent des initiatives locales de CIALP et de pratiques agroécologiques pour les développer et les adapter dans le cadre de leur politiques territoriales. Ces deux dynamiques complémentaires génèrent débats et controverses sur le modèle « alternatif » souhaité et possible et interrogent sur la phase actuelle d'institutionnalisation des CIALP et de l'agroécologie.

¹ Cette recherche a été financée par l'Union européenne dans le cadre du projet *Mercados Campesinos* (DCI-FOOD/2010/230-269) coordonné par l'ONG Agronomes et vétérinaires sans frontières (AVSF). Les principales publications en espagnol de ce projet sont disponibles sur www.avsf.org/es

Introduction

S'il existe encore dans les Andes une dualité spatiale et socio-économique entre, d'une part, une petite agriculture paysanne souvent pluriactive, tournée vers l'autosubsistance et le marché intérieur, et, d'autre part, une agriculture entrepreneuriale et capitaliste, forte consommatrice d'intrants et souvent agro-exportatrice (Deler, 1981; Gasselin, 2006; Mesclier, 2006), les pays andins n'en constituent pas moins l'un des pôles de la « révolution agroécologique » que connaît l'Amérique latine depuis plusieurs années, l'agriculture paysanne constituant une proposition d'alternative agroécologique à la grande agriculture industrielle (Altieri & Toledo, 2011).

Dans les Andes, et en Équateur en particulier, une des manifestations et un des vecteurs de cette révolution agroécologique est l'émergence de nouveaux circuits alimentaires de proximité (CIALP) via des dynamiques socio-spatiales inédites associant des paysans et une diversité d'autres acteurs. Dans un contexte national qui, à travers la « révolution citoyenne », connaît depuis une dizaine d'années des changements socio-politiques inédits et impulsés notamment par les luttes socio-écologiques paysannes et indigènes (Chartier & Löwy, 2013 ; Giunta, 2014), ces CIALP s'inscrivent dans la revendication et la défense de la souveraineté alimentaire, de l'économie solidaire et d'une alimentation de qualité, dans une perspective à la fois globale, située et multi-échelle de la transition agroécologique.

À partir d'études de cas dans la province de Chimborazo, les Andes centrales équatoriennes, et à travers une analyse compréhensive des trajectoires d'émergence, de développement et d'essaimage de deux dispositifs de CIALP envisagés dans leurs liens au territoire et à l'environnement global, nous proposons dans cet article de montrer comment les CIALP contribuent à faire reconnaître les paysanneries comme actrices de systèmes alimentaires territorialisés et durables et d'une reconnexion entre villes et campagnes, contribuant ainsi à la transition agroécologique à différents niveaux, depuis l'échelle du système d'activité paysan jusqu'à l'échelle nationale, en passant par le territoire, dans une interaction permanente entre ces différents niveaux et au travers de la mobilisation et la construction de diverses formes de proximités géographiques et socio-économiques.

1. PAYSANNERIES ANDINES, NOUVEAUX CIRCUITS ALIMENTAIRES DE PROXIMITÉ ET AGROÉCOLOGIE

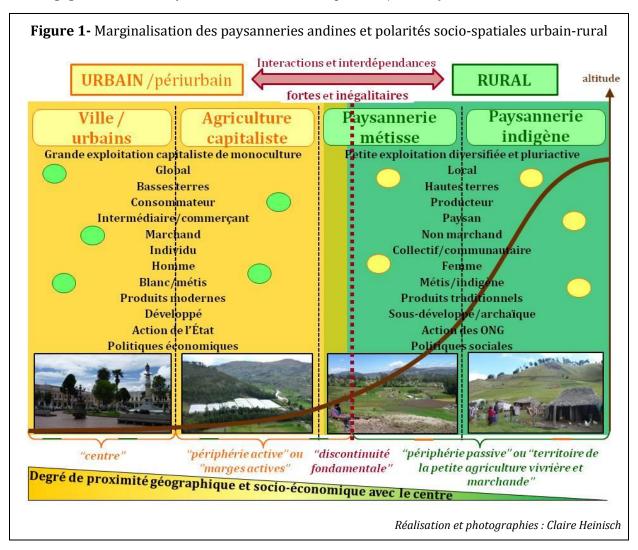
1.1. Les paysanneries dans l'espace et la société andins : une marginalisation séculaire mais des paysanneries qui luttent pour la reconnaissance

Dans les Andes, les transformations de l'agriculture et des sociétés ont créé et accentué une situation de marginalisation des paysanneries, qui s'exprime aujourd'hui dans une dualité entre une petite agriculture familiale et paysanne diversifiée, souvent pluriactive, tournée vers l'autosubsistance et le marché intérieur, et une agriculture entrepreneuriale et capitaliste, de monoculture, souvent agro-exportatrice (Gasselin, 2000). Cette dualité, à la fois technique, socio-économique, politique et spatiale, se manifeste à divers niveaux. En premier lieu, tandis que l'agriculture entrepreneuriale et capitaliste, dotée d'importants moyens techniques, financiers et humains, s'est développée dans les zones aux conditions agropédoclimatiques les plus favorables, sur de très grandes surfaces, ou, à l'extrême inverse, hors sol, l'agriculture

paysanne est souvent localisée dans les zones les plus difficiles, éloignées des villes et où l'accès aux ressources (terre, eau), aux moyens de production et aux marchés est très limitée. Ensuite, alors que l'agriculture capitaliste est principalement aux mains d'entrepreneurs dont beaucoup résident en ville, l'agriculture paysanne andine est pratiquée dans des communautés rurales, souvent indigènes, ce qui donne à cette agriculture des caractéristiques spécifiques. Ainsi, la communauté est structurante de l'organisation sociale et économique et détermine des régimes d'assurance et de solidarité (revenu, santé, vieillesse) face aux carences de l'État redistributeur, au travers de la réciprocité andine qui règle encore souvent les échanges entre les individus, les familles et le pouvoir politique à l'échelle de la communauté (Cliche, 1995). Dans les communautés indigènes, qui occupent souvent les étages froids de la cordillère alors que les étages tempérés abritent les communautés métisses (Cliche, 1995 ; Gasselin, 2006 ; Girard, 2008), l'indianité est un ferment identitaire et organisationnel qui définit des formes d'appropriation du territoire et structure la construction politique locale et nationale (Gomez, 2001). Les paysanneries andines se caractérisent également par leur fréquente pluriactivité (De Grammont & Martínez, 2008), caractéristique devant être reliée à leurs mobilités et migrations, qui fondent souvent des familles multi-localisées, et même transnationales (Cortes, 2011) et qui sont des stratégies, souvent sous contraintes socio-économiques et/ou politiques, mais parfois choisies (Vaillant, 2013), d'adaptation à la rareté des ressources et d'obtention de revenus à l'extérieur. Ces migrations, en majorité pratiquées par les hommes, contribuent à expliquer le rôle important joué par les femmes dans la production agricole et dans la commercialisation des produits (Bravo-Ureta et al., 1996).

Par ailleurs, alors que l'agriculture entrepreneuriale et capitaliste est encouragée par des politiques publiques tournée vers l'agro-exportation, l'agriculture paysanne et vivrière, et l'accès au marché des paysans, ont souffert d'un manque d'aide de l'État (Chaléard & Mesclier, 2006). Alors que les paysans jouent un rôle très important dans la fourniture de denrées alimentaires sur le marché local, en quantité et en diversité (Chiriboga & Arellano, 2005), il existe une importante distance sociale, économique, culturelle et parfois même géographique entre producteurs et consommateurs. En effet, dans les grands centres urbains, en particulier les capitales de provinces, les produits sont souvent passés par plusieurs intermédiaires avant de parvenir jusqu'au consommateur urbain, et proviennent parfois de bassins de production éloignés. Les marchés municipaux y sont contrôlés par les intermédiaires et les commerçants, si bien que les paysans n'ont que très peu accès à ces espaces de commercialisation pour vendre leur production directement aux consommateurs. La majorité d'entre eux sont contraints de vendre leurs produits à ces intermédiaires face auxquels ils ont un très faible pouvoir de négociation, et de la part desquels ils subissent parfois des violences morales, voire physiques (Burgos, 1977; Chonchol, 1994). Du côté des consommateurs urbains, certains ont un pouvoir d'achat parfois insuffisant pour acheter ces produits locaux, d'une part parce que ceux-ci sont soumis à la concurrence des importations à bas prix, et d'autre part parce que les prix sont contrôlés par les intermédiaires et sont souvent aussi défavorables pour les consommateurs que pour les producteurs. Quant aux consommateurs les plus aisés, ils montrent de plus en plus une préférence pour les supermarchés, qui connaissent une expansion très rapide en Amérique Latine (Zamora, 2005).

En définitive, jusqu'à la fin du XX° siècle, l'agriculture paysanne n'est reconnue ni par les politiques publiques, ni par la société, en particulier la société métisse urbaine. Tout au plus l'agriculture paysanne andine bénéficiait de politiques à caractère social et alimentaire, déconnectées des politiques économiques et agricoles, les paysanneries étant plus considérées comme une population dont il faut réduire la pauvreté et la malnutrition plutôt que comme de véritables acteurs agricoles et socio-économiques. Cette absence de politiques publiques nationales destinées aux agricultures paysannes andines a été partiellement compensée par le soutien de certains courants récents de l'Église, puis des ONG et de certaines collectivités territoriales dans le cadre de la décentralisation, surtout depuis les années 1980 où l'application des Plans d'Ajustements Structurels et l'avènement des politiques néolibérales ont conduit au désengagement de l'État (Arcos Cabrera & Palomeque Vallejo, 1997).



Finalement, une analyse géographique et socio-historique approfondie de l'évolution du rôle et de la place des paysanneries dans les espaces, les marchés, et les sociétés andins révèle que le processus historique de marginalisation des paysanneries andines est l'expression et le résultat d'une polarisation à la fois sociale et spatiale entre l'urbain et le rural, cette polarité englobant une série de polarités élémentaires (Heinisch, 2017) (Figure 1). Ces polarités, qui se recoupent et se confortent mutuellement, définissent les structures sociales et spatiales andines qui se sont

construites et renforcées au gré des transformations sociales. Elles correspondent à des réalités plus ou moins partielles, mais aussi, et surtout, à des représentations stéréotypées forgées par le discours dichotomique de la modernisation, ce qui contribue à les renforcer (Guérin, 2007; Peemans, 2008). En réalité, les interactions et les interdépendances entre les pôles sont multiples, les systèmes d'activité paysans étant liés à plusieurs espaces socio-économiques et géographiques, mais dans des interactions inégalitaires, de domination et/ou d'exclusion.

Face à cette situation de marginalisation, les paysanneries andines ont développé des stratégies, d'autonomie, de résistance, d'adaptation et de valorisation de leur activité et de leur identité (Chonchol, 1994) selon plusieurs formes de « dynamismes paysans » (Haubert, 1991). À l'échelle du système production et d'activité et de la communauté des stratégies de type défensif leur permettent de survivre, voire souvent d'améliorer leurs conditions de vie de manière significative. En outre, les paysanneries se sont organisées, entre elles et avec leurs alliés historiques, notamment les ONG de développement, pour lutter pour l'accès aux ressources ou pour construire des solutions collectives autour des problématiques de production et de commercialisation, ou enfin pour porter des revendications plus larges au travers de luttes paysannes et indigènes. Au cours de leur histoire, les paysanneries andines ont remporté un certain nombre de victoires, mais celles-ci n'ont pas suffi à inverser le processus séculaire de marginalisation. Point d'inflexion dans l'histoire des paysanneries et des sociétés andines, les réformes agraires ont, certes, libéré les paysans, ainsi que leurs possibilités d'innovation, d'organisation et d'action individuelle et collective, par l'accès à la propriété privée et par l'abolition des rapports de servitude qui les liaient aux haciendas. Ces réformes agraires sont toutefois demeurées inachevées et ont été très inégalitaires (Chiriboga, 1988; Mesclier, 2006).

1.2. Nouveaux contextes sociopolitiques et nouveaux circuits alimentaires de proximité : enjeux pour les paysanneries et la transition agroécologique

Jusqu'à la fin du XXe siècle, les « dynamismes paysans » avaient conservé une nature paysanne et rurale, dans le sens où pas ou peu d'alliances existaient avec la ville proche ou avec d'autres catégories sociales. Entre la fin du XXe et le début du XXIe siècle, en même temps qu'émerge dans les Andes une société civile organisée autour de l'agroécologie, de la protection des ressources naturelles et de l'économie solidaire, et que des mouvements paysans se structurent au niveau international avec La Vía Campesina (Desmarais, 2002), les paysanneries andines, en alliance avec d'autres acteurs ruraux et urbains, vont construire, défendre et porter au débat public, du niveau local au niveau international, un projet de souveraineté alimentaire comme alternative radical au néolibéralisme et au modèle agroindustriel. En Équateur, à la suite de la victoire aux élections présidentielles en 2006 de Rafael Correa et de son projet de « Révolution Citoyenne », l'inscription, dans la nouvelle Constitution de 2008, de la souveraineté alimentaire, comme nouveau modèle agricole et alimentaire fondé sur l'agriculture paysanne et l'agroécologie, ainsi que de l'économie sociale et solidaire, sera le résultat d'une conjoncture sociale et politique favorable, surgissant après deux décennies d'argumentation, de communication et de plaidoyer des organisations paysannes et indigènes en matière économique, sociale, écologique et de qualité de l'alimentation, rejointes à partir du début des années 2000 par d'autres mouvements sociaux (Heinisch, 2017).

En parallèle et en lien avec cette évolution récente et inédite du contexte sociopolitiques national en Équateur, et en dépit de nombreuses contradictions et tensions nationales dans la mise en œuvre effective de la souveraineté alimentaire et de l'économie solidaire, les changements se faisant attendre en matière de politiques de gestion des ressources naturelles et de la biodiversité et de politiques économiques et agricoles (Caria & Domínguez, 2014 ; Carrión & Herrera, 2012 ; Cúneo & Gascón, 2013 ; Gascón & Montagut, 2010 ; Giunta, 2014 ; Martínez, 2014 ; McKay et al., 2014 ; Vergara-Camus, 2013), on observe au niveau local une multitude d'initiatives allant dans le sens des propositions paysannes pour la souveraineté alimentaire et l'agroécologie. Parmi elles, l'émergence récente, depuis le début des années 2000, de nouveaux circuits alimentaires de proximité (CIALP), semble témoigner d'un intérêt, nouveau ou renouvelé, pour les paysanneries et l'agriculture paysanne de la part d'une grande diversité d'acteurs : paysans eux-mêmes, consommateurs-citoyens, ONG, pouvoirs publics (services déconcentrés de l'État, collectivités territoriales), intermédiaires, acteurs de la recherche et de la formation, acteurs de l'environnement, acteurs de la santé etc.

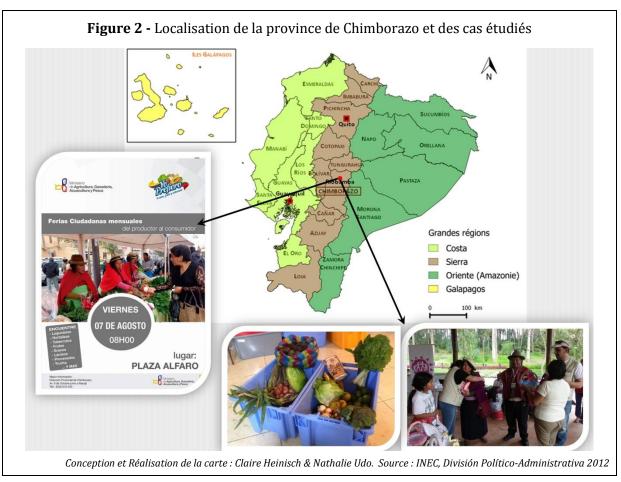
Ces nouveaux circuits alimentaires de proximité se distinguent des formes traditionnelles qui existent de longue date dans les Andes, telles que la vente directe individuelle sur les marchés ou dans les quartiers résidentiels urbains, souvent informelle et ambulante, ou bien la vente à des négociants qui parcourent les campagnes en camionnette et achètent les produits à bas prix en bord de parcelle pour les revendre dans des tournées en ville. Ils constituent des formes renouvelées de production et d'échange de produits alimentaires qui appartiennent à la grande famille des alternative food networks (Deverre & Lamine, 2010), local food systems (Kneafsey et al., 2013) ou encore nested markets (Van der Ploeg et al., 2012), en (ré)-émergence et en redynamisation récente, au Nord comme au Sud. Aux formes anciennes et traditionnelles qui se renouvellent, viennent s'ajouter des nouvelles formes innovantes, leur nouveauté étant souvent liée à leur caractère multi-acteurs. Nous nous intéressons en effet aux initiatives émergentes d'échange de produits alimentaires rassemblant des paysans et d'autres acteurs avec et autour des paysans, c'est-à-dire sont non seulement les acteurs au cours de l'échange, à savoir directement impliqués (producteurs, consommateurs et intermédiaires logistiques et commerciaux), mais aussi les acteurs autour de l'échange, à savoir ceux qui participent, soutiennent, accompagnent, plus ou moins directement, ces nouvelles formes d'échanges de produits alimentaires. Ces nouveaux circuits alimentaires de proximité, qui visent à renforcer le lien entre agriculture, alimentation, environnement et territoires suscitent l'intérêt des chercheurs et des acteurs dans le sens où ils émergent ou se renouvellent en réaction aux effets sociaux, écologiques et économiques négatifs des marchés globaux, en revendiquant leur encastrement dans le social et dans le local (Van der Ploeg et al., 2012) et en invoquant de nouveaux liens sociaux et spatiaux entre production et consommation (Deverre & Lamine, 2010). Nouvelles dynamiques socio-spatiales multi-acteurs, ils s'inscrivent dans des proximités géographiques (Torre, 2009) et socio-économiques (Bouba-Olga & Grossetti, 2008) qui constituent une caractéristique-clé de ces circuits. En ce sens, nous les distinguons des circuits « courts » dont les définitions sont bornées et figées dans l'espace social, dans l'espace géographique, mais aussi dans le temps. En effet, les «circuits courts » font référence à l'existence d'un intermédiaire maximum entre producteurs et consommateurs, et parfois également à une distance géographique maximum entre lieu de production et lieu de consommation. Parler de circuits alimentaires de proximité permet d'en appréhender toute la complexité et la diversité, en les envisageant comme inscrits dans des dynamiques sociospatiales et temporelles. Les circuits alimentaires de proximité englobent ainsi des circuits alimentaires qui, malgré un nombre d'intermédiaires pouvant être supérieur à un, et malgré des distances variables entre production et consommation selon les contextes, recherchent, revendiquent, et construisent dans le temps le rapprochement, dans l'espace géographique et dans l'espace social, entre producteurs et consommateurs et, plus généralement, entre acteurs impliqués dans ces circuits alimentaires. Nous rejoignons ainsi Praly et al. (2009), pour qui avoir une approche en termes de « circuits alimentaires de proximité » suppose de ne pas en avoir de définition bornée, l'analyse de chaque type d'initiative permettant d'en délimiter précisément les contours. En outre, le territoire étant au croisement des deux formes de proximité (Torre & Beuret, 2012), définir ces circuits par la proximité géographique et socio-économique permet de les envisager comme inscrits dans des territoires qui les conditionnent et qu'ils contribuent à transformer.

Dans les Andes en général et en Équateur en particulier, l'émergence et le développement de ces CIALP, dans un contexte sociopolitique qui connaît des changements récents et inédits, interroge sur le sens de cette émergence. Ainsi, dans la mesure où les paysanneries andines constituent une catégorie sociale historiquement marginalisée dans une polarité sociale et spatiale entre le rural et l'urbain, et si les circuits alimentaires de proximité contribuent à construire de nouvelles formes de relations et de proximités entre villes et campagnes, on peut alors s'interroger sur leur contribution à des changements pour les paysanneries, en particulier sur le rôle et la place de ces dernières au sein des marchés, des territoires et des sociétés andines. En outre, dans la mesure où ces CIALP émergent dans un contexte sociopolitique inédit qui reconnaît la souveraineté alimentaire comme alternative paysanne au modèle agroindustriel et néolibéral, et que leur développement est à relier à la « révolution agroécologique latino-américaine » qui prône les « systèmes alimentaires agroécologiques paysans » et les « circuits de production et de consommation locaux et régionaux » (Altieri & Toledo, 2011), on peut s'interroger sur le rôle de ces CIALP et des acteurs qui en sont parties-prenantes dans la transition agroécologique.

- 2. LES CIALP DANS LA PROVINCE DE CHIMBORAZO ENTRE LOCAL ET GLOBAL : RECONNAISSANCE DES PAYSANNERIES ET TRANSITION AGROÉCOLOGIQUE À L'ÉPREUVE DU TERRAIN
- 2.1. Émergence des CIALP dans leur territoire et contribution au changement pour les paysanneries : terrains, cadre et méthode d'analyse
- 2.1.1. Une recherche fondée sur des études de cas : paniers communautaires et ferias citoyennes dans la province de Chimborazo

Notre recherche s'est basée sur des études de cas (Yin, 2002) de deux types de CIALP, les « paniers communautaires » et les « ferias citoyennes », dans la province de Chimborazo, située dans les Andes centrales équatoriennes (Figure 2). Province où vit une importante population paysanne et indigène, elle est aussi l'une des plus pauvres du pays. Sa capitale, Riobamba, ville

moyenne de 150 000 habitants située à 2 750 m d'altitude et à 190 km au sud de Quito, est une ville métisse à plus de 90%, dans une province où près de 40% des habitants sont indigènes, une ville-centre économique et politique qui concentre près de 80% de la population urbaine d'une province majoritairement rurale et agricole (INEC, 2010), et une ville-marché qui concentre la majorité des activités de commercialisation des produits agricoles et alimentaires de la province (Burgos, 1977; GAD Chimborazo, 2011). La province de Chimborazo se caractérise par une diversité de climats liée à l'altitude, et, ainsi, par une diversité des étages écologiques à l'origine d'une diversité de systèmes de production et d'une grande variété de produits. A Chimborazo comme ailleurs en Équateur et dans les pays andins en général, l'accès à la terre demeure fortement inéquitable et les paysanneries y sont majoritairement minifundistes (INEC, 2012). A Chimborazo en général et à Riobamba en particulier, les relations socio-économiques sont historiquement marquées par un racisme de la société blanche et métisse envers les indigènes et une forte différenciation socio-spatiale entre urbain et rural. Comme ailleurs dans les Andes, les dynamiques de commercialisation des produits agricoles à Riobamba sont historiquement marquées par l'iniquité et la maltraitance. Les places de marchés demeurent contrôlées par les intermédiaires et les commerçants métis, à travers le maintien des paysans à l'extérieur des espaces de commercialisation officiels, les prix, les instruments de mesure, l'endettement des paysans, voire les violences verbales et physiques, même si la création du marché de gros municipal de Riobamba tend à rééquilibrer partiellement les relations de pouvoir entre intermédiaires et paysans et entre métis et indigènes et tend à reconnaître progressivement le rôle des paysans comme acteurs des circuits de commercialisation (Matuk Otálvaro, 2010).



Face à cette situation, la province de Chimborazo a vu émerger, dans le courant des années 2000, des initiatives de CIALP établissant des liens de proximité entre paysans et consommateurs urbains et se revendiquant de la souveraineté alimentaire, de l'économie solidaire et de l'agroécologie. Parmi ces initiatives, le panier communautaire Utopía résulte de la rencontre, médiatisée par des ONG, d'un groupement d'achat de consommateurs urbains, beaucoup étant issus des classes populaires, et de paysans agroécologiques locaux. Il rassemble aujourd'hui une centaine de familles urbaines et une centaine de paysans agroécologiques locaux. Aujourd'hui, un panier contient une vingtaine de produits différents, dont 60% sont agroécologiques et locaux - le reste est acheté sur le marché de gros - et alimente une famille de 4 personnes pendant 15 jours pour 12,50 USD. Autre initiative, les ferias citoyennes sont issues de la rencontre entre, d'un côté des paysans agroécologiques locaux, accompagnés par des ONG, qui recherchaient un espace pour vendre leurs produits en ville directement aux consommateurs urbains, et, de l'autre, une politique gouvernementale visant la création de marchés sans intermédiaires commerciaux, mise en place dans le contexte de la crise alimentaire 2007-2008, et qui s'est traduite par la création, à Riobamba, de la première feria citoyenne équatorienne, la feria citoyenne Macají soutenue par les services déconcentrés du Ministère de l'Agriculture (MAGAP) de Chimborazo. Aujourd'hui, les ferias citoyennes, qui se sont multipliées à Chimborazo, sont des organisations collectives soutenues par le MAGAP en collaboration avec d'autres acteurs publics et privés, et qui rassemblent des paysans « agroécologiques » ou non, des petites et moyennes entreprises locales, des intermédiaires pour les fruits tropicaux et les aliments de base produits sur la Costa (riz, sucre, huile) et des microentrepreneurs urbains proposant des plats cuisinés, souvent à base de produits paysans. La feria Macají, deux ans après sa création, comptait environ 130 postes (ce qui représente plusieurs centaines de familles paysannes) réalisant chaque samedi un chiffre d'affaire d'environ 10 000 USD auprès de 1500 consommateurs²

La province de Chimborazo, les paniers communautaires et les ferias citoyennes sont un terrain particulièrement propice à notre recherche pour plusieurs raisons. En premier lieu, Chimborazo est un territoire où, les processus de marginalisation des paysanneries, et, en réaction, les luttes pour la reconnaissance, en lien avec le rôle historique des courants émancipateurs de l'Église, puis des ONG dans le développement et le soutien aux mouvements sociaux³, ont été particulièrement marqués historiquement. Par ailleurs, la province de Chimborazo s'inscrit dans une dynamique remarquable en matière de développement des CIALP. Ainsi, au moment du démarrage de notre recherche, elle était la seule province où l'on rencontrait les cinq grands types de « circuits courts alternatifs de commercialisation » paysans identifiés dans un diagnostic commandité par le MAGAP (Chauveau & Taipe, 2010). En outre, la dynamique d'articulation des CIALP entre local et global semblait particulièrement intéressante à Chimborazo, dans la mesure où plusieurs réseaux ou collectifs nationaux de CIALP (réseau des ferias citoyennes, réseau des paniers communautaires) ou plus généralement des collectifs qui incluent la thématique des CIALP, de l'agroécologie et de l'économie solidaire (Mouvement

² D'après les estimations de Chauveau & Taipe (2009)

³ C'est à Chimborazo qu'a démarré le mouvement indigène de la *Sierra* équatorienne dans les années 1980 avec l'appui de religieux inspirés par la théologie de la libération. en outre la province de Chimborazo est celle qui concentre s le plus grand nombre d'ONG de développement en œuvrant en Équateur (Martínez, 2002).

d'économie sociale et solidaire d'Équateur (MESSE), Collectif Agroécologique d'Équateur) sont nés, en partie, à partir des paniers communautaires et des ferias citoyennes de Chimborazo.

2.1.2. Cadre, méthode et données pour l'analyse des études de cas

Nous avons étudié le panier communautaire Utopía et la feria citoyenne Macají et les autres ferias nées dans son sillage à travers une analyse compréhensive de leur processus d'émergence, de développement et d'essaimage, en en reconstituant les trajectoires, dans leur contexte territorial et dans leur environnement global.

Pour cela, nous nous sommes inspirée des méthodes d'analyse des trajectoires de projets dans les organisations (Brochier et al., 2010), qui suppose d'en mettre en évidence les séquences, les ingrédients, les moteurs et les éventuelles bifurcations. Dans notre cas, les ingrédients et les moteurs de chaque séquence sont les éléments qui composent le dispositif de CIALP. En nous basant sur l'adaptation de la notion de dispositif de Michel Foucault aux innovations sociales (Chiffoleau, 2006) ou territoriales (Rey-Valette et al., 2010), et à la certification participative de la qualité des produits alimentaires (Rodet, 2013) et aux circuits courts (Dumain et al., 2010), nous définissons un dispositif de CIALP comme un ensemble complexe composé d'acteurs et d'espaces divers, en interaction dynamique, entre eux et autour d'objets (notamment les aliments) et de ressources matériels et immatériels qui guident la construction de projets mis en œuvre à travers des actions et une organisation concrète plus ou moins institutionnalisée. Le dispositif de CIALP évolue dans le temps et dans l'espace en fonction des effets qu'il produit et des épreuves (contingences externes ou controverses internes) qu'il rencontre. Enfin, il est à la fois inscrit dans des territoires (Laganier et al., 2002) qui le conditionnent et qu'il contribue à transformer, et mobilise des acteurs porteurs de territorialités (Raffestin, 1986) multiples.

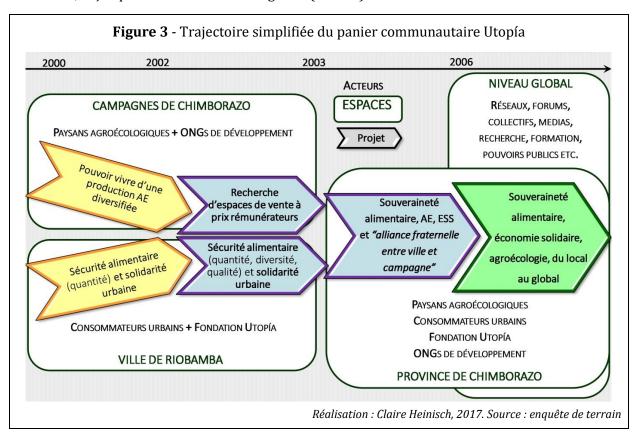
Ainsi, dans une trajectoire de CIALP, le passage d'une séquence à l'autre a lieu lorsque l'agencement des éléments qui composent le dispositif est reconfiguré, sous l'influence de facteurs externes ou internes. Notre analyse des trajectoires s'est concentrée notamment sur les dynamiques socio-spatiales entre acteurs des dispositifs. Pour cela, nous avons analysé le rôle des proximités géographiques et socio-économiques dans le processus d'émergence et développement des dispositifs, si bien que les proximités constituent non seulement notre cadre de définition des CIALP, mais aussi un cadre d'analyse. Enfin, afin d'alimenter l'analyse de la trajectoire des dispositifs, de même que le sens, pour les acteurs (paysans et autres acteurs parties-prenantes) de leur engagement dans les CIALP, nous avons également étudié les trajectoires d'engagement des acteurs dans les dispositifs.

Après une phase de pré-enquête au cours de laquelle nous avons réalisé plusieurs observations et entretiens exploratoires, la collecte de donnée a eu lieu pendant deux phases d'immersion sur le terrain permettant de nombreuses observations, et au cours desquelles nous avons réalisé 56 entretiens compréhensifs (Kaufmann, 2011) auprès d'acteurs parties-prenantes des dispositifs dont 28 auprès de familles paysannes ou d'organisations ou groupes de producteurs, complétés d'entretiens auprès d'experts destinés à comprendre le contexte territorial et national, ainsi qu'une large revue de littérature et de sources audiovisuelles portant sur les territoires et les dispositifs étudiés. En outre, de retour d'immersion sur le terrain, nous

avons continué de suivre et de reconstruire les trajectoires des dispositifs au travers d'observations participantes au sein des réseaux sociaux (pages publiques, forum et groupes publics de discussion) au sein desquels les leaders des dispositifs sont très actifs.

2.2. Trajectoires de CIALP dans la province de Chimborazo : le cas du panier communautaire Utopía

Le panier communautaire Utopía est passé par différentes étapes, chacune correspondant à un nouveau projet et à l'enrôlement de nouveaux acteurs (Figure 3). La trajectoire d'un dispositif de CIALP peut se décomposer en trois grandes phases, chacune pouvant comporter une ou plusieurs séquences (i) une phase de prémices, à l'échelle de petits collectifs locaux, avant la création en tant que telle du dispositif (en jaune), (ii) une phase de développement du dispositif (en violet) et (iii) une phase de déploiement et d'essaimage du dispositif, dans le territoire, et jusqu'au niveau national et global (en vert).



2.2.1. Les prémices d'Utopía : un projet de sécurité alimentaire et de solidarité urbaine

À l'origine, le panier communautaire Utopía est un groupement d'achat de consommateurs de la ville de Riobamba qui s'est constitué dans le contexte de la crise économique qu'a connu l'Équateur à la fin des années 1990, avec l'appui organisationnel d'une petite fondation locale – la fondation Utopía – et en reprenant le principe d'un panier communautaire créé plus tôt dans les années 1980 par des habitants d'un quartier populaire de Riobamba. Des familles se rassemblent ainsi toutes les deux semaines pour acheter des produits alimentaires en gros afin de réaliser des économies d'échelle. Il s'agit donc d'un projet de sécurité alimentaire et de solidarité urbaine fondé une proximité matérielle entre les membres du dispositif. À la même

époque, dans les campagnes de Chimborazo, des paysans agroécologiques, accompagnés par des ONG, cherchent à pouvoir vivre dignement d'une production agroécologique et diversifiée, peu ou très mal valorisée sur les marchés conventionnels.

2.2.2. Quand les réflexions sur la qualité des produits modifient le projet d'Utopía : premières relations avec des paysans agroécologiques locaux et premiers échecs

Progressivement, les consommateurs d'Utopía engagent une réflexion sur la qualité, sanitaire, nutritionnelle, mais aussi identitaire, des produits qu'ils achètent, ce qui les conduit à activer des proximités géographiques et relationnelles avec des paysans agroécologiques, médiatisées par un membre de la fondation Utopía qui travaillait par ailleurs avec des ONG locales et internationales de développement rural. Le projet d'Utopía est toujours un projet de sécurité alimentaire, mais doublé d'une demande de produits de qualité. Or, les premières années, les tentatives de construction de relations durables avec des groupes de paysans locaux sont un échec. Les paysans et consommateurs urbains, dans leur modes d'échange de produits, reproduisent à l'identique les relations telles qu'elles existent sur les marchés conventionnels, c'est-à-dire en considérant l'autre de la même manière que s'il était un intermédiaire qui allait les « arnaquer ».

2.2.3. Des visites de fermes à la construction du projet actuel d'Utopía : une alliance fraternelle entre ville et campagne pour la souveraineté alimentaire

C'est la mise en place de visites de fermes qui a été le premier pas vers la construction de relations durables entre paysans et consommateurs urbains et vers l'intégration des paysans au dispositif Utopía comme membres à part entière et pas seulement comme simples fournisseurs. Progressivement, paysans et consommateurs ont appris à se connaître grâce à des interactions régulières et ont commencé à construire d'abord une proximité relationnelle, puis jusqu'à une forte proximité cognitive, ce qui les a conduits à construire et partager leur projet actuel de souveraineté alimentaire, d'agroécologie et d'économie solidaire avec pour slogan « une alliance fraternelle entre ville et campagne pour la souveraineté alimentaire ». Ce projet, issu d'un processus multi-acteur permis par les proximités, est une expression de la reconnaissance explicite des paysanneries marginalisées, notamment de la valeur de leur travail et de la qualité de leurs produits, et d'un engagement en faveur de la transition vers une agroécologie paysanne.

2.2.4. Le déploiement et l'essaimage d'Utopía du local au global : vers un déploiement national pour la souveraineté alimentaire, l'agroécologie et l'économie solidaire

Au-delà de la seule échelle de ce micro-système alimentaire agroécologique local et de celle des familles paysannes et urbaines, Utopía a construit progressivement un projet global de transformation sociale fondé sur souveraineté alimentaire. Ce projet a conduit les acteurs d'Utopía a à activer des proximités relationnelles et cognitives, pour rejoindre, participer activement, et même créer, des réseaux, des mouvements, des forums, des campagnes de sensibilisation etc. qui rassemblent des paysans, la société civile, des ONG, mais aussi le secteur public, la recherche, la formation, au niveau territorial et au niveau national. Ainsi, à l'échelle de la province de Chimborazo, des paysans et des ONG, certains étant membres d'Utopía, ont créé en 2006 un collectif local militant auprès des acteurs publics à Riobamba pour l'accès à des

espaces de commercialisation paysanne qui leur étaient interdits par la Municipalité. Au niveau local, ce collectif obtiendra une grande victoire avec la création de la feria citoyenne Macají en 2008. Au niveau national, il contribuera à la création du Mouvement d'économie sociale et solidaire d'Équateur. Par ailleurs, les acteurs d'Utopía initieront dès 2003, avec d'autres initiatives similaires, un réseau national des paniers communautaires. Par la suite, ce réseau sera membre fondateur, en 2007 du Collectif Agroécologique d'Équateur, avec une organisation écologiste nationale, une organisation nationale des agriculteurs biologiques, un réseau national d'échange de semences paysannes, ainsi qu'avec la Coordination Equatorienne d'Agroécologie, un réseau national de réflexion sur l'agroécologie créé dans les années 1990 et rassemblant notamment des ONG, des universitaires et des organisations paysannes. Le Collectif Agroécologique d'Équateur deviendra rapidement un collectif national multi-acteurs très actif à la fois en matière de réflexion (séminaires, forums, formations) et d'incidence politique (manifestations, campagnes de sensibilisation citoyennes, participation à l'élaboration des lois) autour de l'agroécologie, de la souveraineté alimentaire et de la consommation responsable, mais aussi sur le terrain en matière d'accompagnement d'initiatives locales concrètes de mise en œuvre de systèmes alimentaires territorialisés et durables.

Tous ces processus ayant conduit à l'évolution du projet et de l'ancrage local et national d'Utopía, n'auraient pas été possibles sans l'implication d'acteurs « passeurs de frontières » qui avaient un pied dans le monde rural et paysan, et un pied dans le monde urbain, et dont le leadership leur permet de participer aux débats publics locaux et nationaux, certains d'entre eux, issus du monde des ONG ou des mouvements sociaux, ayant même accédé à des postes clé dans le secteur public.

Dans le contexte de mise en œuvre de la souveraineté alimentaire inscrite dans la nouvelle Constitution, ces connexions aux niveaux territorial et national ont permis aux acteurs d'Utopía et à leurs réseaux d'influencer, voire de prendre part à la définition des nouvelles politiques nationales et territoriales autour de l'agriculture et de l'alimentation. Ainsi, dans la province de Chimborazo, où le panier communautaire Utopía, initiative pionnière en matière d'agroécologie et d'économie solidaire, est né en 2000, on assiste, depuis le début de la décennie 2010, à l'émergence de divers programmes et dispositifs d'action collective et institutionnelle associant pouvoirs publics, société civile et marché autour de l'alimentation durable, de l'agriculture paysanne, de l'agroécologie et du lien solidaire entre villes et campagnes. C'est le cas, par exemple, du programme « Yo prefiero lo sano, justo, y soberano » (« Je préfère le sain, le juste, et le souverain ») porté par le MAGAP Chimborazo en collaboration avec plusieurs acteurs privés et publics locaux, et qui a fait des ferias citoyennes son action phare.

2.3. Les CIALP, des laboratoires de construction de la reconnaissance des paysanneries et de la transition agroécologique

Sans rentrer ici dans le détail de la trajectoire des ferias citoyennes, une analyse comparée avec le dispositif Utopía révèle que les CIALP contribuent à plusieurs changements dans la relations entre paysans et marchés, société et territoire, ces changements étant autant de formes de reconnaissance du rôle des paysanneries comme actrices de systèmes alimentaires territorialisés et du lien entre villes et campagnes.

2.3.1. Les CIALP, des vecteurs de valorisation et la consolidation de systèmes d'activité paysans plus durables

Figure 4 - Profils et trajectoires d'engagement de paysans andins dans des CIALP Accès à terre + eau + crédit Les CIALP favorisent la diversification des produits et des productions et l'écologisation des pratiques... et l'accès aux CIALP est facilité si la production est diversifiée et écologique L'accès aux ressources. notamment à (4) (5) l'eau, favorise **Paysans** accès aux CIALP... **Paysans** semi-spécialisés et l'accès aux semi-spécialisés avec CIALP peut tournés vers les accès à des CIALP favoriser l'accès marchés (6)aux ressources conventionnels (achat de terres, Faible **Paysans** accès au crédit) Petits paysans traditionnels 'agroécologiques" tournés vers tournés vers (1) l'autoconsommation et les 'autoconsommation Paysans minifundistes marchés et les CIALP semi-prolétaires en (2) **Très faible** monoculture tournés vers Paysans minifundistes semiles marchés prolétaires traditionnels tournés conventionnels vers l'autoconsommation Niveau de diversification et d'écologisation Très faible Faible Moyen **Important** Très important LES DIFFÉRENTS TYPES DE TRAJECTOIRES (2) | (1) | (6) $(2) \Rightarrow (4) \Rightarrow (5)$ (2) 🖒 (6) (4) 🖒 (5) (3) ⇒ (4) ⇒ (5) Type(s) de système de Accès à Niveau de Auto-PROFIL Commercialisation Migration la terre production diversification consommation Paysans minifundistes semi-prolétaires en (production diversifiée autour de monoculture tournés vers les marchés faible à Monoculture Marchés conventionnels l'habitation pour l'autoconsommation s conventionnels (1) faible

surface suffisante) Paysans minifundistes semi-prolétaires Très Productions andines Surplus sur les marchés ++ +++ ++ traditionnels tournés vers l'autoconsommation (2) faible diversifiées conventionnels Petits paysans traditionnels tournés vers Productions andines Surplus sur les marchés Faible ++ ++ ++ à + Productions andines Surplus sur les marchés ++ Spécialisation diversifiées conventionnels ++ à 0 = légumes (4a) Paysans semi-spécialisés Marchés conventionnels Légumes (3a) (+) Faible à tournés vers les marchés Productions andines Surplus sur les marchés moyen conventionnels (4) ++ Spécialisation diversifiées conventionnels ++ a0= lait **(4b)** Lait (3b) (+) Marchés conventionnels Productions andines Surplus sur les CIALP et sur ++ diversifiées les marchés conventionnels ++ + à 0 = légumes (5a) Marchés conventionnels + Légumes (5a) (+) une petite partie en CIALP Paysans semi-spécialisés Faible à avec accès aux CIALP (5) moven Productions andines Surplus sur les CIALP et sur ++ Spécialisation diversifiées les marchés conventionnels ++ + à 0 lait **(5b)** CIALP en priorité + marchés Lait (5b) (+) conventionnels CIALP en priorité + marché Productions andines Paysans « agroécologiques » (6) +++ + à 0 faible à conventionnels si accès diversifiées & maraîchas insuffisant aux CIALP

L'analyse fine des profils et des trajectoires de paysans et de paysannes (Heinisch, 2017) révèle que les CIALP contribuent souvent à une reconfiguration des systèmes d'activité paysans vers plus de diversification et d'écologisation et améliorent les revenus des paysans (Figure 4). En particulier, l'accès aux ressources, notamment à l'eau - les productions maraîchères étant fortement présentes dans les CIALP - favorise l'accès aux CIALP, et l'accès aux CIALP, qui sécurise économiquement les familles paysannes, peut favoriser l'accès à d'autres ressources, comme l'achat de terres et l'accès au crédit. Par ailleurs, les CIALP offrent des débouchés aux faibles volumes d'une production diversifiée et écologique, qui est mal valorisée sur les marchés conventionnels, et inversement, les CIALP, via les proximités relationnelles et cognitives construites entre paysans et autres acteurs, favorisent la diversification des produits et des productions et l'écologisation des pratiques. L'activité agricole, qui retrouve un sens économique et social, est valorisée et reconnue par les paysans eux-mêmes, et conduit dans certains cas à des retours de migration. La reconnaissance, processus fondamentalement relationnel, se joue dans les relations sociales mais aussi dans le rapport à soi (Honneth, 2004; Dufour & Lanciano, 2012). Pour les paysans en général et pour les femmes et les indigènes en particulier, la participation aux CIALP et l'accueil public dans l'espace urbain constituent non seulement une reconnaissance économique et symbolique, mais aussi une reconnaissance de soi, de l'activité et de l'identité et, en outre, permet une participation en tant que pair à la vie sociale et civique.

2.3.2. Les CIALP, des espaces de construction sociale de nouvelles qualités et de prix justes et stables

Au cours des phases de développement des dispositifs, deux processus en interaction se jouent pour la reconnaissance des paysanneries, l'un concernant la qualité des produits et l'autre leur prix.

En ce qui concerne la qualité, les CIALP sont des espaces de construction sociale de nouvelles formes d'évaluation de la qualité non seulement des aliments, mais aussi des processus de production et d'échange. Ce faisant, ils valorisent les savoirs, les savoir-faire et les modes de vie paysans. Ces nouvelles formes d'évaluation de la qualité sont permises par les interactions de proximités relationnelles et de médiation entre les différents acteurs des dispositifs, qui influencent la qualité perçue et exercent un effet sur la qualité produite (Prigent-Simonin & Hérault-Fournier, 2005). Ce qui est en jeu ici, c'est la reconnaissance du rôle des paysans dans la production d'une alimentation de qualité. En effet, la particularité des CIALP quant à la qualité recherchée, c'est que celle-ci ne porte pas seulement sur le « « produit », qui renvoie plus à une idée de « marchandise » dont la qualité est évaluée de manière standardisée par le « marché », mais aussi sur l'« aliment » avec tout ce qu'il contient de qualités intrinsèques liées à la santé et au plaisir, et de qualités externes liées notamment au mode de production, ou à l'origine géographique et culturelle des produits. Ainsi, sont valorisés les aliments considérés comme sains, parce qu'agroécologiques. Par ailleurs, les aliments traditionnels paysans qui avaient été oubliés, voire rejetés par les urbains, sont revalorisés. Ainsi, le panier communautaire Utopía et la feria citoyenne Macají ont chacun deux fait de la máchica de cebada, farine d'orge grillée constituant une des bases de l'alimentation traditionnelle des paysans andins, et initialement dépréciée par les consommateurs en tant que « nourriture d'indien », leur symbole d'une alimentation de qualité. Ainsi, producteurs et consommateurs construisent dans l'interaction,

ensemble et avec les autres acteurs des dispositifs, des critères de qualité nouveaux et communs. Ces acteurs sont tous des « mangeurs » de ce que les paysans produisent, si bien qu'il s'agisse de paysans « agroécologiques », de paysans « traditionnels » ou de paysans « semi-spécialisés » (Figure 4), c'est la partie diversifiée et « sans produits chimiques » du système, destinée à l'alimentation des familles paysannes, que les CIALP valorisent, ce qui contribue à renforcer ces systèmes diversifiés (cf. 2.3.1).

En ce qui concerne le prix, les CIALP sont aussi des espaces de construction sociale de prix justes et stables, qui traduisent une reconnaissance explicite de la valeur du travail des paysans, et de la qualité de leurs produits. Ainsi, au nom des principes de l'économie solidaire, le panier communautaire Utopía et les ferias citoyennes affichent des objectifs de prix stables et justes tant pour les producteurs que pour les consommateurs, et par conséquent indépendants des prix du marché parfois très volatils. Dans les deux cas, les prix se fondent sur une estimation des coûts de production moyens par produit. Dans le cas d'Utopía, ces coûts sont estimés par les ONG qui accompagnent les paysans, et ce sont les relations de proximité, de transparence et de confiance, construites progressivement, qui sont le support de la formation des prix. Dans le cas des ferias citoyennes, la limitation des prix pour le consommateur est une obligation légale des ferias citoyennes, créées pour faire face à la hausse des prix des denrées alimentaires. La formation des prix est ici régulée par les services déconcentrés de l'État : le MAGAP qui contribue au calcul des coûts de production, et le Ministère de l'intérieur qui contrôle les prix au consommateur. Ces prix se révèlent avantageux pour les paysans. Ainsi, dans le cas d'Utopía, ces derniers réalisent une marge deux fois plus importante que sur le marché de gros. En outre, nos résultats montrent également que ces prix sont également avantageux pour les consommateurs, allant ainsi à l'encontre de l'idée reçue selon laquelle les produits paysans de qualité ne seraient valorisables que sur des marchés de niche où le consentement à payer est élevé, et fréquentés par une « clientèle privilégiée » (Rebaï, 2015). Ainsi, dans le cas du panier Utopía, une étude menée par la fondation Utopía en 2008 a montré que le prix du panier était près de 50% inférieur au prix de ce même panier sur le marché conventionnel. Les dispositifs étudiés sont ainsi fréquentés en majorité par les classes moyennes et populaires, grâce à des prix socialement contrôlés rendant les produits accessibles même aux petits budgets, ce qui nous autorise à parler de prix « justes ». Ainsi, les paysanneries, lorsqu'elles ont un accès équitable aux marchés, peuvent jouer un rôle majeur dans la sécurité alimentaire des villes, par leur capacité à nourrir le plus grand nombre en produits de qualité et à des prix accessibles, les CIALP contribuant à faire reconnaître ce rôle-là.

2.3.3. Les CIALP, des espaces de construction d'alliances multi-acteurs de proximité autour des paysans

La reconnaissance des paysanneries se joue aussi dans la construction d'alliances multiacteurs de proximité autour des paysans et sans cesse élargies au cours de la trajectoire des dispositifs. La configuration multi-acteurs des CIALP est au cœur des processus de reconnaissance des paysanneries, la reconnaissance étant un processus relationnel qui met en interaction de proximité des acteurs qui sont reconnus et des acteurs qui reconnaissent. Dans la phase de prémices, on trouve des petits collectifs locaux composés de paysans cherchant à vivre dignement de leur production, accompagnés par des ONG leurs alliés historiques, et dont les CIALP sont les témoins et les espaces d'une diversification du mode d'action, contribuant à une reconnaissance consolidée et élargie des paysanneries. D'une approche technique et de type « filière » d'appui à la production, les ONG se sont élargies à une approche globale et territoriale d'accès au marché, et d'une action ponctuelle auprès de certaines organisations ou communautés paysannes, elles s'engageront, dans les phases ultérieures de développement et d'essaimage des dispositifs, dans la participation active aux débats publics locaux et nationaux sur les questions de souveraineté alimentaire, d'agroécologie et d'économie solidaire.

Dans la phase de développement, on assiste à un rapprochement de divers acteurs. Ainsi, paysans et consommateurs urbains se rapprochent autour d'intérêts convergents. Les consommateurs expriment leur reconnaissance du rôle et de la place des paysanneries dans la fourniture d'une alimentation de qualité par l'achat des produits paysans dont ils évaluent positivement la qualité, allant pour certains jusqu'à l'engagement militant avec les paysans pour la défense de la souveraineté alimentaire, de l'agroécologie, de l'économie solidaire, à la consommation responsable. Arrivent également d'autres acteurs qui ont un rôle-clé dans l'élargissement et la démocratisation de l'accès aux CIALP pour les paysans, ceux que nous appelons les «intermédiaires de proximité». Ces derniers achètent et commercialisent les produits, voire les transforment, mais leur rôle est loin de se limiter à la vente et à la logistique. Loin de la figure de l'intermédiaire des marchés urbains conventionnels, ils jouent le rôle de médiateurs marchands et sociaux de proximités entre paysans et consommateurs urbains et entre campagne et ville, qu'ils contribuent à rapprocher dans l'espace géographique et dans l'espace social. Ces intermédiaires de proximité peuvent être des commerçants (cas de la feria Macají); des paysans qui commercialisent, voire transforment leur propres produits et ceux de leurs voisins; ou encore des ONG qui transforment et commercialisent les produits des paysans qu'elles accompagnent. Médiateurs de confiance, de connaissance, mais aussi d'apprentissages entre producteurs et consommateurs, notamment pour la construction de la qualité et du prix, ils permettent à un plus grand nombre de paysans d'accéder indirectement aux dispositifs de CIALP et, ainsi, de se libérer tout ou partie des marchés conventionnels et d'avoir accès à une meilleure valorisation économique et sociale de leurs produits. Enfin, des acteurs publics locaux et nationaux dont la présence est à relier à l'évolution récente et inédite des contextes politiques nationaux, rejoignent les dispositif, et s'engagent dans différentes formes de soutien, depuis l'appui ponctuel aux paysans et aux dispositifs de CIALP à travers une présence renforcée sur le terrain, en passant par la mise à disposition d'espaces de commercialisation au cœur de l'espace urbain, jusqu'à la mise en œuvre de politiques agricoles et alimentaires territorialisées, au cœur desquelles se trouvent les paysans. Ces différentes formes d'engagement des pouvoirs publics traduisent un soutien explicite aux paysans reconnus comme acteurs socio-économiques d'une alimentation d'un développement local durables, et non plus seulement comme destinataires de politiques sociales destinées aux populations pauvres.

Enfin, dans la phase de déploiement des dispositifs, d'autres acteurs, notamment d'autres acteurs publics locaux qui viennent coordonner leur action avec ceux qui étaient déjà actifs lors

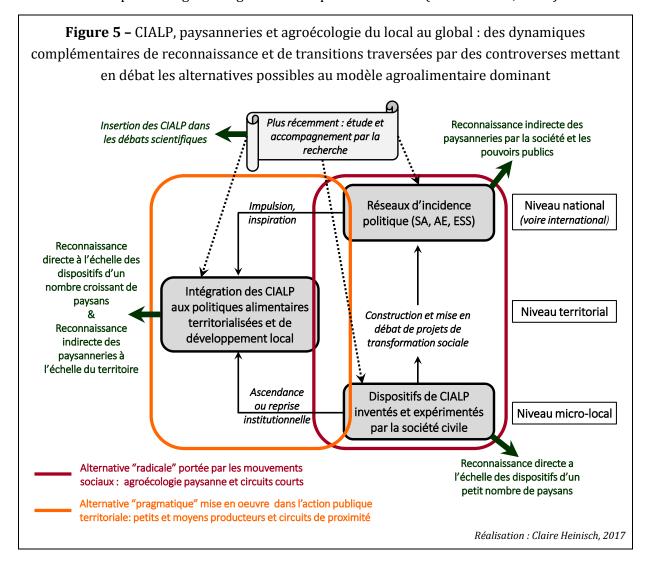
des phases précédentes, des universitaires, des associations de la société civile, ou bien certains médias, s'agrègent au sein de ou autour des dispositifs, renforçant ainsi l'ancrage de ces derniers, dans leur territoire ou même à des échelles plus larges. Les trajectoires de déploiement varient selon les dispositifs. Ainsi, Utopía va adopter une stratégie de mise en réseau à l'échelle nationale, voire internationale, avec un objectif d'incidence politique et de sensibilisation de la société sur les questions de souveraineté alimentaire, d'agroécologie, d'économie solidaire et de consommation responsable. Là où les ferias citoyennes, elles vont se reproduire dans le territoire, renforçant ainsi l'ancrage local et élargissant l'accès aux CIALP à un plus grand nombre de paysans. Ainsi, si les premières ferias citoyennes ont été créées à l'initiative de la société civile en partenariat avec les pouvoirs publics, les plus récentes ont été créées à l'initiative du MAGAP, en partenariat avec les organisations paysannes et dans le cadre d'une coopération interinstitutionnelle associant le Ministère de l'inclusion économique et sociale, le Ministère de la santé et les collectivités locales (Gouvernement Provincial et municipalités). En outre, le réseau des ferias citoyennes a développé des partenariats avec la recherche et la formation via la signature d'une convention avec l'Université de Riobamba, ainsi qu'avec une radio locale qui lui accorde une demi-heure d'émission chaque semaine, ce qui contribue à la visibilité de ces ferias. Ces deux types de stratégies de déploiement contribuent, chacune à leur manière et de manière complémentaire, à une visibilité et à une reconnaissance élargie des paysanneries au-delà de l'échelle des seuls dispositifs.

DISCUSSION ET CONCLUSION

Les différentes formes de reconnaissance des paysanneries à l'œuvre dans la trajectoire des dispositifs de CIALP sont en interaction, dans sens où elles s'alimentent et se renforcent mutuellement. Et, en définitive, ce qui se joue au sein des CIALP, c'est un processus de recomposition des polarités socio-spatiales entre « urbain » et « rural ». Les CIALP sont des laboratoires qui expérimentent le rapprochement spatial, socio-économique et culturel entre la société urbaine et les paysans des campagnes. À travers les CIALP, les oppositions traditionnelles entre urbain et rural se transforment en dialectique. Villes et campagnes, et leurs habitants deviennent complémentaires, en tant qu'appartenant à un même territoire et bassin de vie, au sein duquel les polarités élémentaires se défont au travers d'actions collectives de proximité associant des acteurs multiples, urbains et ruraux, publics, privés et de la société civile, dans la construction de systèmes alimentaires territorialisés dans lesquels chacun, et les paysannes et les paysans en première ligne, ont un rôle et une place. Territoire, proximités et aliments, dans une articulation entre action locale et projet global, deviennent ainsi les points d'ancrages de la contribution des CIALP à la reconnaissance du rôle et de la place des paysanneries dans l'espace la société.

Par ailleurs, reconnaissance des paysanneries et transition agroécologique sont deux processus étroitement liés. En effet, ce que nous avons identifié comme des formes de reconnaissances correspondent, pour les uns (écologisation et diversification des systèmes de productions), aux principes agronomiques et écologiques historiques de l'agroécologie tel que définis par l'un de ses pères fondateurs (Altieri, 1995) mais aussi, pour les autres (autonomie par rapport aux marchés au travers de prix justes et stables et d'une qualité construite dans

l'interaction, alliances et réseaux multi-acteurs et gouvernance démocratique) aux principes socio-économiques de l'agroécologie identifiés plus récemment (Dumont *et al.*, 2015).



Finalement, nos résultats révèlent deux grandes dynamique de reconnaissance des paysanneries et de transition agroécologique, c'est-à-dire vers des systèmes agricoles et alimentaires territorialisés et durables et alternatifs au modèle agro-industriel (Figure 5). La première est une alternative que nous qualifions de « radicale », fondée sur l'agroécologie paysanne et les circuits courts. Elle est portée par les mouvements sociaux citoyens et paysans, au travers de micro-initiative locales et de de réseaux militants nationaux. La seconde est une alternative que nous qualifions de « pragmatique », fondée sur la petite moyenne agriculture et les circuits de proximité. Elle est portée par les pouvoirs publics, en collaboration avec divers acteurs locaux, qui reprennent et s'inspirent des initiatives locales de CIALP et de pratiques agroécologiques pour les développer dans le cadre de leur politiques territoriales. Ces deux dynamiques sont en très forte interaction. Complémentaires, elles génèrent également des débats et des controverses, inhérents au processus de transition agroécologique, sur le modèle « alternatif » souhaité et possible, sur le « bon » paysan, sur le « bon » CIALP. La première invente et expérimente, à petite échelle et en s'affranchissant du modèle agroalimentaire dominant, des innovations en matière de production (agroécologique), de consommation

(responsable) et de relations entre villes et campagnes (solidaires), ouvrant la voie vers le champ des possibles et inspirant ainsi la seconde dynamique. Quant à celle-ci, face à l'enjeu et à la difficulté du changement d'échelle, elle construit des politiques et des programmes de développement qui hybrident et confrontent, dans leurs contextes territoriaux spécifiques, la vision et les projets de transformation socio-écologique radicale avec l'organisation dominante actuelle des systèmes agricoles et alimentaires.

Ces deux dynamiques de transition interrogent sur la phase d'institutionnalisation des initiatives « agroécologiques » dans laquelle est entrée l'Équateur, à l'instar d'autres pays andins et latino-américains. Tout l'enjeu de cette institutionnalisation consiste à éviter le piège d'une trop grande normalisation, en veillant à ne pas réduire a priori la diversité des nouvelles formes techniques et sociales de production et d'échange de produits alimentaires se revendiquant ou se révélant comme des alternatives au modèle agroindustriel, notamment en les envisageant dans une perspective dynamique, de progrès et de transition, au travers d'enjeux, situés et débattus collectivement, de durabilité sociale, écologique, économique et de gouvernance.

Références

- **Altieri, M. A.** (1995). Agroecology: The Science of Sustainable Agriculture (2nd edition). Boulder: Westview Press, 448 p.
- **Altieri, M. A., & Toledo, V. M.** (2011). The agroecological revolution in Latin America: rescuing nature, ensuring food sovereignty and empowering peasants. *The Journal of Peasant Studies*, Vol. 38, n° 3, pp. 587-612.
- Arcos Cabrera, C., & Palomeque Vallejo, E. (1997). El mito al debate. Las ONG en Ecuador. Quito: Abya Yala 161 p.
- **Bouba-Olga, O., & Grossetti, M.** (2008). Socio-économie de proximité. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, Vol. 3, n° octobre, pp. 311-328.
- **Bravo-Ureta, B. E., Quiroga, R. E., & Brea, J. A.** (1996). Migration Decisions, Agrarian Structure, and Gender: The Case of Ecuador. *The Journal of Developing Areas*, Vol. 30, n° 4, pp. 463-476.
- Brochier, D., Garnier, J., Gilson, A., Longo, M.-E., Mendez, A., Mercier, D., Pascal, A., Perocheau, G., Tchobanian, R., Oiry, E., & Bidart, C. (2010). Propositions pour un cadre théorique unifié et une méthodologie d'analyse des trajectoires des projets dans les organisations. *Management & Avenir*, Vol. 36, n° 6, pp. 84-107.
- **Burgos, H.** (1977). Relaciones interétnicas en Riobamba: Domino y dependencia en una región indígena Ecuatoriana. Mexico: Instituto Indigenista Interamericano, 390 p.
- **Caria, S., & Domínguez, R.** (2014). El porvenir de una ilusión: la ideología del buen vivir. *America Latina Hoy,* n° 67, pp. 139-163.
- Carrión, D., & Herrera, S. (2012). Ecuador rural del siglo XXI Soberanía alimentaria, inversión pública y política agraria. Quito: Instituo de Estudios Ecuatoriano, 182 p.
- **Chaléard, J.-L., & Mesclier, E.** (2006). Les campagnes andines dans la mondialisation. In Festival International de Géographie 2006 : "Les géographes redécouvrent les Amériques" Saint-Dié-des-Vosges, France, 28 septembre au 1er octobre 2006.
- **Chartier, D., & Löwy, M.** (2013). L'Amérique latine, terre de luttes socioécologiques. *Écologie & politique*, Vol. 46, n° 1, pp. 13-20.
- **Chauveau, C., & Taipe, D.** (2010). Estudio CIALCO. Circuitos alternativos cortos de comercialización y consumo en el Ecuador: inventario, impacto, propuestas. Quito: MAGAP y AVSF.
- **Chiffoleau, Y.** (2006). La sélection participative, du Sud au Nord : enjeux et conditions d'un « transfert ». *Dossiers de l'environnement de l'INRA*, n°30, pp. 145-151.
- **Chiriboga, M.** (1988). La reforma agraria ecuatoriana y los cambios en la distribución de la propiedad rural agrícola: 1974-1985 *In* P. Gondard, J. B. Leon V. & P. Sylva Ch. (Eds.), *Transformaciones agrarias en el Ecuador Colección "Geografía básica del Ecuador". vol. 1.* Quito: IPGH ORSTOM IGM CEDIG, pp. 39-57.

- Chiriboga, M., & Arellano, J. F. (2005). Diagnóstico de la Comercialización Agropecuaria en Ecuador. Implicaciones para la Pequeña Economía Campesina y Propuesta para una Agenda Nacional de Comercialización Agropecuaria. Quito: CESA InterCooperacion VECO Ecuador.
- **Chonchol, J.** (1994). Sistemas agrarios en América latina. De la etapa prehispánica a la modernización conservadora. Santiago: Fondo de Cultura Economica, 445 p.
- **Cliche, P.** (1995). Anthropologie des communautés andines équatoriennes: entre diable et patron. Paris: L'Harmattan, 284 p.
- **Cortes, G.** (2011). La fabrique de la famille transnationale. Approche diachronique des espaces migratoires et de la dispersion des familles rurales boliviennes. *Autrepart*, Vol. 57-58, n° 1-2, pp. 95-110.
- **Cúneo, M., & Gascón, E.** (2013). Crónicas del estallido. Viaje a los movimientos sociales que cambiaron América Latina. Barcelona: Icaria Antrazyt, 406 p.
- **De Grammont, H. C., & Martínez, L.** (Eds.). (2008). *La pluriactividad en el campo latinoamericano*. Quito (Ecuador): FLACSO, 308 p.
- **Deler, J.-P.** (1981). Genèse de l'espace équatorien. Essai sur le territoire et la formation de l'Etat national. Paris: Éditions A.D.P.F., 278 p.
- **Deverre, C., & Lamine, C.** (2010). Les systèmes agroalimentaires alternatifs. Une revue de travaux anglophones en sciences sociales. *Économie Rurale*, n° 317, pp. 57-73.
- **Dufour, A., & Lanciano, É.** (2012). Les circuits courts de commercialisation : un retour de l'acteur paysan ? *Revue Française de Socio-Économie*, Vol. 9, n° 1, pp. 153-169.
- **Dumain, A., Maurines, B., & Praly, C.** (2010). Circuits courts et territoires. Etude de dispositifs d'actions en Rhône-Alpes. *In J.-B. Traversac (Ed.), Circuits courts. Contribution au développement régional.* Dijon (FRA): Éditions Éducagri, pp. 103-114.
- **Dumont, A.M., Vanloqueren G., Stassart, P.M., & Baret, P. V.** (2016). Clarifying the socioeconomic dimensions of agroecology: between principles and practices. *Agroecology and Sustainable Food Systems*, Vol. 40, n°1, pp. 24-47.
- **GAD Chimborazo**. (2011). Plan de desarrollo y ordenamiento territorial de Chimborazo. Sistema territorial actual, tendancial y propuesto. Riobamba: Gobierno Autónomo Descentralizado de la Provincia de Chimborazo, 97 p.
- Gascón, J., & Montagut, X. (Eds.). (2010). ¿Cambio de Rumbo en las políticas agrarias latinoamericanas? Estado, movimientos sociales campesinos y soberanía alimentaria. Barcelona: Icaria Antrazyt, 263 p.
- **Gasselin, P.** (2000). Le temps des roses: la floriculture et les dynamiques agraires de la région agropolitaine de *Quito* (Équateur). Thèse de doctorat en agro-économie, INA P-G, Paris, 589 p.
- Gasselin, P. (2006). Transformations historiques des agricultures autour de Quito en Equateur : entre diversités et permanences. In J. Caneill, J.-P. Deffontaines, X. Le Coeur, E. Marshall, A. Messéan, F. Papy, P. Prévost & P. Robin (Eds.), Les entretiens du Pradel, 4ème édition : "Les agronomes et la diversité des agricultures", 14-15 septembre 2006, Mirabel, France, 14-15 septembre 2006.
- **Girard, S.** (2008). Quatre siècles de luttes et d'alliances pour le contrôle de l'eau dans le sillon inter-andin : du monopole des haciendas sous la colonisation espagnole au récent réveil indien. Le cas du versant de Santa Rosa-Pilahuin (Équateur). *Bulletin de l'Institut français d'études andines*, Vol. 37, n° 2, pp. 375-401.
- **Giunta, I.** (2014). Food sovereignty in Ecuador: peasant struggles and the challenge of institutionalization. *The Journal of Peasant Studies*, Vol. 41, n° 6, pp. 1201-1224.
- **Guérin, I.** (2007). Économie solidaire et rapports de genre. *In J.-L. Laville* (Ed.), *L'économie solidaire. Une perspective internationale*. Paris: Hachette Littérature, pp. 245-276.
- **Gomez, N.** (2001). El hombre andino y su espacio. El caso ecuatoriano. *In P. Gondard & J. B. Leon V. (Eds.), Dinamicas Territoriales Ecuador, Bolivia, Peru, Venezuela* (Vol. 10). Quito: CGE-CEN-IRD-PUCE.
- **Haubert, M.** (1991). Introduction. Le retour des paysans: mythes et réalités. *Tiers-Monde*, Vol. 32, n° 128, pp. 725-740.
- **Heinisch, C.** (2017). *Nouveaux circuits alimentaires de proximité dans les Andes. Contribution à la reconnaissance des paysanneries.* Thèse de doctorat en géographie, Agrocampus-Ouest-UMR ESO, Rennes, 540 p + annexes.
- Honneth, A. (2004). La théorie de la reconnaissance : une esquisse. Revue du MAUSS, n° 23, pp. 133-136.
- INEC. (2010). Censo de Población y Vivienda 2010. Quito: Instituto Nacional de Estadísticas y Censos (INEC).
- INEC. (2012). Censo Nacional Agropecuario 2012. Quito: Instituto Nacional de Estadísticas y Censos (INEC).
- Kaufmann, J.-C. (2011). L'entretien compréhensif (3ème ed.). Paris: Armand Colin, 126 p
- Kneafsey, M., Venn, L., Schmutz, U., Balint, B., Trenchard, L., Eyden-Wood, T., Bos, E., Sutton, G., Blackett, M., Santini, F., & Gomez y Paloma, S. (2013). Short Food Supply Chains and Local Food

- Systems in the EU. A State of Play of their Socio-Economic Characteristics. *JRC Scientific and Policy Reports*. Luxembourg: European Commission.
- **Laganier, R., Villalba, B., & Zuindeau, B.** (2002). Le développement durable face au territoire : éléments pour une recherche pluridisciplinaire. *Développement durable et territoires [En ligne]*, n° Dossier 1. URL: http://developpementdurable.revues.org/774.
- **Martínez, L.** (2002). Desarrollo rural y pueblos indigenas: las limitaciones de la praxis estatal y de las ONG en el caso ecuatoriano. *Ecuador Debate*, n° 55, pp. 195-211.
- Martínez, L. (2014). De la hacienda al agronegocio: agricultura y capitalismo en Ecuador. *In J. M. Mendes Pereira*, L. Concheiro Bórquez, G. Almeyra & C. W. Porto-Gonçalves (Eds.), *Capitalismo: tierra y poder en América Latina (1982-2012). Bolivia, Colombia, Ecuador, Perú, Venezuela.* México: UAM-X, CSH, pp. 123-158.
- **Matuk Otálvaro, S. B.** (2010). Relaciones de poder en el mercado de Riobamba: transformaciones a partir de la implementación del mercado mayorista. Tesis de maestría en estudios de la cultura Mención en políticas culturales, Universidad Andina Simon Bolívar (UASB), Quito, 120 p.
- **Mesclier**, E. (2006). Les espaces ruraux de l'Amérique latine dans la mondialisation. *In* F. Dureau, V. Gouëset & E. Mesclier (Eds.), *Géographies de l'Amérique latine*. Rennes: Presses Universitaires de Rennes, pp. 139-227.
- McKay, B., Nehring, R., & Walsh-Dilley, M. (2014). The 'state' of food sovereignty in Latin America: political projects and alternative pathways in Venezuela, Ecuador and Bolivia. *The Journal of Peasant Studies*, pp. 1-26.
- **Olivier de Sardan, J.-P.** (2008). La rigueur du qualitatif. Les contraintes empiriques de l'interprétation socioanthropologique. Louvain-La-Neuve, Belgique: Academia-Bruylant, 365 p.
- **Peemans, J.-P.** (2008). *Modernisation capitaliste et destruction de la paysannerie : quelle alternative pour le XXIème siècle? In* Ministère du Pouvoir Populaire pour la Culture (Ed.), Rencontre du Réseau "Defensa Humanidad" et Forum Mondial des Alternatives, Caracas, 13-19 octobre.
- Praly, C., Chazoule, C., Delfosse, C., Bon, N., & Cornée, M. (2009). La notion de "proximité" pour analyser les circuits courts. In Association des Sciences Régionales de Langue Française (Ed.), XLVIème colloque de l'ASRDLF "Entre projets locaux de développement et globalisation de l'économie : quels équilibres pour les espaces régionaux?", Clermont-Ferrand, 6-8 juillet 2009.
- **Prigent-Simonin, A.-H., & Herault-Fournier, C.** (2005). The role of trust in the perception of the quality of local food products: with particular reference to direct relationships between producer and consumer. *Anthropology of food*, n° 4. URL: http://aof.revues.org/204
- **Raffestin, C.** (1986). Territorialité: concept ou paradigme de la géographie sociale? *Geographica Helvetica*, n° 2, pp. 91-96.
- **Rebaï, N.** (2012). A chacun son chemin. Une analyse de la redéfinition des stratégies paysannes et des dynamiques territoriales dans le contexte migratoire des Andes équatoriennes. Thèse de doctorat en géographie, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, Paris, 333 p.
- **Rebaï, N.** (2015). Émigration paysanne et vulnérabilité des territoires ruraux dans les Andes équatoriennes. *EchoGéo [Online]*, n° 34. URL: http://echogeo.revues.org/14420.
- Rey-Valette, H., Chia, E., Soulard, C., Mathé, S., Michel, L., Nougaredes, B., Jarrige, F., Maurel, P., Clement, C., Martinand, P., Guiheneuf, P. Y., & Barbe, E. (2010). *Innovation et gouvernance territoriale : une analyse par les dispositifs. In* ISDA 2010 (Ed.), Innovation and Sustainable Development in Agriculture and Food, Montpellier, France, 28 juin-1er juillet 2010.
- **Rodet, D.** (2013). Une production engagée : sociologie des labels, chartes et systèmes participatifs de l'économie solidaire. Thèse de doctorat en sociologie, Conservatoire National des Arts et Métiers, Paris, 518 p.
- **Torre, A.** (2009). Retour sur la notion de Proximité Géographique. *Géographie, économie, société*, Vol. 11, n° 1, pp. 63-75.
- **Torre**, A., & Beuret, J.-E. (2012). Proximités territoriales. Construire la gouvernance des territoires, entre conventions, conflits et concertations. Paris: Economica, 105 p.
- Vaillant, M. (2013). L'araire ou la barque. Migrations, mondialisation et transformations agraires en haute vallée du Cañar (Andes australes de l'Équateur). Thèse de doctorat en agriculture comparée, AgroParisTech, Paris, 552 p.
- **Van der Ploeg, J. D., Ye, J., & Schneider, S.** (2012). Rural development through the construction of new, nested, markets: comparative perspectives from China, Brazil and the European Union. *Journal of Peasant Studies*, Vol. 39, n° 1, pp. 133-173.
- **Vergara-Camus, L.** (2013). Rural Social Movements in Latin America: In the Eye of the Storm. *Journal of Agrarian Change*, Vol. 13, n° 4, pp. 590-606.

- **Yashar, D. Y.** (2005). *Contesting citizenship in Latin America*. Cambridge (USA): Cambridge University Press, 373 p.
- Yin, R. K. (2002). Case Study Research. Design and Methods. Third Edition. Thousand Oaks (CA): SAGE Publications Inc., 200 p.